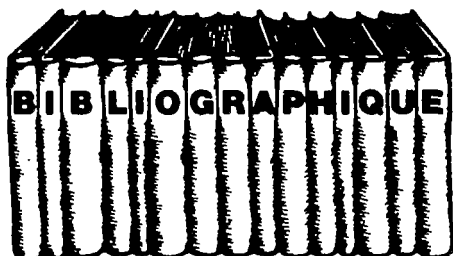


CHRONIQUE



SOYINKA (Wole) — **Cet homme est mort** (traduit de l'anglais par Étienne Galle). — Paris, Belfond, 1986, 281 p.

Nous avons déjà présenté dans ces colonnes des extraits du beau récit de Wole Soyinka (*Politique africaine*, n° 13). Contentons-nous de redire la qualité de la traduction d'Étienne Galle. Il a fallu attendre près de quinze ans pour qu'un éditeur se décide à publier une traduction de cet ouvrage essentiel pour la compréhension de l'œuvre de Soyinka et du climat dans lequel s'est déroulée la guerre civile. Une postface de 1983 situe le texte dans l'actualité politique du Nigeria [A.R.].

ADAM (Adam Shafi) — **Les Girofliers de Zanzibar**, (traduit du swahili par J.-P. Richard). — Paris, Karthala, 1986, 170 p.

Saluons avec plaisir ce premier roman traduit du swahili dans notre langue. Rares sont en effet les romans traduits des langues africaines : que citer, en français, hormis le *Chaka* de Mofolo ?

« Le seigneur Fouad en son palais » (titre swahili) vit les dernières années de la féodalité arabe régnant sur Zanzibar. Fouad est paresseux, brutal, ivrogne ; il maltraite sa vieille nourrice, lutine les jeunes servantes ; coléreux, il chasse le journalier qui ose lui tenir tête. La ville, Zanzibar, est pour lui prétexte à débauches et à beuveries ; il ne voit pas venir la Révolution qui jettera à bas sa caste. Certes, à la campagne rien ne changera

brutalement, du moins dans le roman. La terre est divisée entre ceux qui la cultivaient et une part revient à Fouad. Mais les langues peu à peu se délient, et même la vieille nourrice osera dire son fait au despote domestique que Fouad a toujours été. Ce bref résumé montre que ce roman sur Zanzibar, « venu de Zanzibar », — comme le fait remarquer le traducteur car cela est une originalité —, est aussi écrit par un militant du socialisme tanzanien et suit les canons de l'esthétique du réalisme socialiste. Ce n'est pas forcément une tare : certes les personnages sont caricaturaux et les subtilités du monologue intérieur ne sont pas le fort de l'auteur, mais le livre sait retenir notre intérêt. Sa forme s'inscrit dans une histoire particulière : celle d'une vraie révolution et il est intéressant d'en comprendre les enjeux politiques et esthétiques de l'intérieur. Le passage du féodalisme au socialisme ne se fait pas en quelques années. L'introduction de J.-P. Richard est excellente, sa traduction un peu raide, mais cela est sans doute dû à l'écriture de l'auteur [A.R.].

DEWITTE (Philippe) — **Les mouvements nègres en France 1919-1939**. — Paris, L'Harmattan, Collection Racines du présent, 1985, 416 p., préface de J. Bessis.

L'ouvrage de Ph. Dewitte est incontestablement un événement majeur d'autant qu'il intervient dans une phase de renaissance d'un mouvement culturel nègre engagé dans un corps à corps

avec la société française, dont l'issue sera la reconnaissance pleine et entière de la place des ressortissants d'Afrique noire dans l'Hexagone. Un mouvement irréversible malgré la montée du racisme !

Contrairement à d'autres communautés étrangères (italiennes, espagnoles, maghrébines) largement étudiées, les Nègres en France restent encore confinés dans un ghetto. La sociologie de l'immigration les ignore. Bien sûr, la communauté noire est très faible numériquement par rapport aux autres. Mais elle marque à sa façon la société française ; elle s'y enracine profondément.

Le premier mérite de Ph. Dewitte est de combler partiellement ce vide en nous offrant l'une des recherches socio-historiques les plus complètes sur la période 1919-1939. Une recherche qui sort de l'oubli les fameux *tirailleurs sénégalais* et restitue le rôle et la place de la communauté dans la vie politique française durant ces années, notamment ses rapports avec l'Internationale communiste et le PCF.

L'actualité politique de l'époque accroît l'importance de ces questions dans un contexte où certains, y compris parmi le personnel politique, tentent vaille que vaille d'occulter, voire de gommer la « dette de sang », la contribution africaine à l'effort de guerre.

Le mouvement social des Blacks (comme on dit dans certains milieux) trouve sa source dans le combat de Tojo Kovalou, Lamine Senghor, un ancien tirailleur sénégalais, et Tiémoko Garau Kouyaté, à travers la constitution du *Comité de défense de la race nègre* et des journaux comme *Race nègre* et *Voix nègre*. Ce sont eux qui ont sorti de la boue le mot Nègre et l'ont revendiqué dans une période où les thèses racistes (on est en pleine montée du fascisme en Europe) faisaient rage. Énorme pari dans une France assimilationniste jusqu'au bout des ongles et qui ne pouvait concevoir aucune démarche autonome des Noirs.

Le mouvement de la négritude offrira plus tard un éclat particulier aux revendications de la diaspora noire.

L'ouvrage de Ph. Dewitte restitue donc de manière tout à fait novatrice la présence noire, depuis les tirailleurs sénégalais et les mobilisations politiques et culturelles au lendemain de la Première Guerre mondiale. C'est ce fil conducteur qui permet de faire le lien entre les questions liées à l'assimilation et celles qui se posent aujourd'hui en termes d'intégration conflictuelle.

Un pas a été franchi depuis le début des années 1980 dans la constitution d'une identité qui s'appuie à la fois sur une tradition collective des Nègres et sur des tentatives de formulation de projets de mobilisation culturelle s'enracinant dans l'Hexagone.

C'est cela, me semble-t-il, qui donne un sens aux conduites collectives actuelles des Noirs : une action critique tournée vers la transformation du rapport d'extériorité que la communauté noire a entretenu jusqu'ici avec les « indigènes » de France [M.F.].

DAUCH (Gene), MARTIN (Denis) — **L'Héritage de Kenyatta : la transition politique au Kenya 1975-1982.** — Paris, Aix-en-Provence, Marseille, l'Harmattan, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 1985, 220 p.

G. Dauch et D. Martin affirment, à juste titre, que jusqu'ici la majorité des analystes du Kenya a concentré son attention sur les questions économiques. Ce petit livre cherche donc à combler un vide en privilégiant les problèmes plus spécifiquement politiques. En outre, il nous offre la première étude consacrée à la question cruciale de la période de transition entre le régime de Kenyatta et celui de son successeur, Daniel Arap Moi.

Hormis l'introduction et la conclusion, la plupart des chapitres que comporte ce livre avaient été écrits pour des revues diverses et déjà publiés. Ils semblent néanmoins avoir été légèrement retouchés pour la circonstance, ce qui peut poser des problèmes pour la cohérence du livre. Ainsi, bien que les auteurs évoquent de temps à autre l'ampleur des débats tournant autour de la modification de la constitution, ils

n'en fournissent malheureusement pas une discussion approfondie. Pourtant, les auteurs sont parvenus à faire un livre à partir d'articles disparates et ce faisant, ils rendent un grand service aux lecteurs francophones. Peu connu des chercheurs francophones, un pays aussi en vue que le Kenya est trop longtemps resté une « chasse gardée » des politistes britanniques, américains et..., kenyans. A ce propos, comment ne pas classer G. Dauch et D. Martin parmi les observateurs les plus avertis de la politique kenyane ?

Les auteurs espèrent que leur ouvrage aidera « à reposer certaines questions quant aux modalités de compréhension des sociétés politiques africaines » (p. 15). Cependant, on peut se demander si la méthode choisie pour y parvenir est la plus efficace. Ils indiquent que le Kenya étant un pays peu connu des Français, le mieux est de passer par un récit événementiel et « de décrire le contemporain, l'immédiat même » (p. 15). Cette méthode a des avantages, et les lecteurs familiers de la littérature consacrée à la politique zaïroise ne manqueront pas de relever des analogies avec la méthodologie de B. Verhaegen et son « école » d'histoire immédiate. Ce qui manque ici, pourtant, c'est la richesse de la documentation sociale et gouvernementale qui caractérise les travaux de B. Verhaegen et ses disciples. Mais le Kenya n'est pas le Zaïre, et bien que le système politique kenyan soit plus ouvert que celui du Zaïre, il y est paradoxalement beaucoup plus difficile d'obtenir des rapports officiels (émanant du gouvernement) ou des correspondances d'origine administrative. La recherche scientifique est donc plus ou moins limitée aux sources écrites secondaires et aux interviews. J'aurais souhaité personnellement la prise en compte de perspectives et points de vue de Kenyans « ordinaires ».

Pour expliquer la stabilité du système politique kenyan, les auteurs font remarquer que « la transition... a pu se dérouler dans l'ordre et la paix » parce qu'il [le système politique] réalise l'articulation des diversités dans un cadre restreint mais cimenté par une

culture politique assez originale ; cette culture reposant elle-même largement sur la manipulation de symboles capables de maintenir la communication et l'échange entre dominants et dominés, assurant ainsi, d'une certaine manière, la reconnaissance de la domination » (p. 21). Mais certains événements depuis le coup avorté d'août 1982 nous obligent à nous demander si le système est vraiment stable et si les dominés reconnaissent leur domination. Il me semble que les politistes prennent le risque d'induire en erreur lorsqu'ils définissent la stabilité politique soit comme l'absence de changement de régime, soit comme une transition légale et pacifique. Ces deux phénomènes y sont certes pour beaucoup ; cependant, ils en constituent plutôt des conditions nécessaires mais non suffisantes. Aussi, faut-il peut-être insérer l'analyse dans une perspective susceptible de saisir la réalité politique « par le bas ». Les citoyens kenyans acceptent-ils la domination politique du fait de la prégnance de cette culture politique, ou bien parce qu'ils craignent la répression ? Existe-t-il des manifestations populaires fréquentes contre l'ordre dominant même si elles ne débouchent pas sur un changement de régime et si elles sont « rigoureusement apolitiques dans (leurs) formes d'expression » ? (p. 117). Vu de loin, et par le sommet, le système kenyan semble jouir d'une stabilité remarquable. Mais il y a des raisons de croire que cette opinion des politistes étrangers n'est pas partagée par toute la population, ce que les auteurs reconnaissent implicitement lorsqu'ils notent qu'en 1980 il y avait « une exacerbation de la violence sociale » (p. 117).

G. Dauch et D. Martin doivent être félicités pour la qualité de leurs analyses. Les sections du livre consacrées aux réseaux clientélistes, aux alliances politiques, aux métaphores paternelles et familiales, ainsi que leur explication du phénomène harambee qui, selon eux, ressemble à un « potlatch politique » (p. 150) élargissent notre connaissance de la politique kenyane. Au total, un livre intelligent

sur une période importante de la vie politique actuelle du Kenya et qui pourra servir d'introduction approfondie aux lecteurs francophones intéressés par l'évolution politique de ce pays [M.-G. S.].

TOULABOR (Comi. M.) — Le Togo sous Eyadéma. — Paris, Karthala, 1986, 332 p.

La parution de ce livre est un événement important pour le Togo. Aucun essai sérieux de compréhension du régime Eyadéma n'a, en effet, encore été écrit : or, dans 3 mois, il y aura vingt ans que l'ancien sergent de la coloniale est au pouvoir, à la tête du plus ancien régime militaire d'Afrique, dépassé seulement par celui qui a longtemps été son mentor, le maréchal Mobutu.

C. Toulabor nous donne, dans une première partie, une étude très détaillée de l'accession au pouvoir d'Eyadéma. Chemin faisant, il débusque les mythes que ce dernier a forgés, ou laissé se forger, sur son compte. Ainsi il aurait mené le complot contre Olympio, il aurait assuré la revanche du Nord contre le Sud... Tout cela est beaucoup plus compliqué que les hagiographes stipendiés (Feuillet, Yagla) en mal de schémas explicateurs ne voudraient le faire croire et les analyses de Toulabor frappent par la qualité de leur information, la justesse et la modération de leur ton. Mais la fabrication de toute une mythologie et son développement à travers les média, voire les écoles, n'ont été possibles, comme le montre fort bien Toulabor, qu'appuyés sur un puissant appareil de répression et, en même temps, habilement insérés dans la culture populaire togolaise. Ces deux aspects, indissolublement liés, expliquent en partie la longévité du régime. Nous sommes dans un « État de foi, plus que dans un État de droit » et, comme le dit très bien Toulabor, pour les Togolais, « le pouvoir du général Eyadéma apparaît comme une épée de Damoclès qu'ils peuvent

à tout instant recevoir sur la craie » (p. 188).

L'armée est à la fois l'agent de la répression (la gendarmerie fait la police politique et les camps militaires abritent les prisonniers politiques) et la grande profiteuse des faveurs du régime : le budget d'investissement lui est pour moitié consacré.

Les pages sur la légitimation symbolique du régime par la récupération des cultes traditionnels sont bien venues, mais auraient gagné à être plus brèves et moins remplies de précautions oratoires. Les concepts de syncrétisme et de bricolage rendraient sans doute compte de cette manipulation du culte de Gu, le Dieu du Fer, à laquelle, selon Toulabor, se livre Eyadéma.

L'auteur est à juste titre méfiant et critique à l'égard de l'opposition togolaise. « Les assauts putchistes de l'élite évincée » (p. 275) auront fort à faire pour débarrasser le pays d'un régime dont le « Timonier » a su habilement se concilier les nouvelles élites universitaires des années soixante-dix. Comme le rappelle l'auteur, tout diplômé était assuré de trouver du travail dans le service public, il y a dix ans ; ce n'est plus le cas aujourd'hui et les médecins et les ingénieurs en chômage se comptent par dizaines. Les récents attentats, et la répression qui les a suivis demandent à être examinés de près pour savoir comment le pouvoir se sortira de cette mauvaise passe, alors que ses ressources matérielles sont bien basses, et les ressources symboliques bien usées.

Quelques erreurs de détail déparent cette dernière partie : ce n'est pas la maison du ministre de l'intérieur qui a été détruite par un attentat mais un mur voisin ; quant au Pape, il n'a jamais béni la sépulture de la mère du Président, contrairement à ce que ce dernier a laissé entendre... Ces quelques critiques n'enlèvent rien à l'estime que nous portons à cet ouvrage intelligent, animé du souci d'expliquer et non de dénoncer et mû par le désir de la vérité. Voilà bien la meilleure réponse possible à donner à un régime qui a entrepris de récrire l'histoire à

sa manière, après avoir réussi à étouffer l'expression et le débat politiques dans le pays. Une des dernières trouvailles, à verser au florilège de Toulabor, était récemment la célébration du centenaire du traité de protectorat signé en 1884, devenu le début de « l'amitié germano-togolaise ». Ainsi l'Allemagne du Chancelier de fer faisait ami-ami avec le roi de Togoville... Étonnant ! [A.R.].

FIRST (Ruth) — Alle radici dell'apartheid. — a cura di Anna Maria Gentili, Milano, Fondazione internazionale Lelio Basso per il diritto e la liberazione dei popoli, Éd. Franco Angeli, 1984, 222 p.

« Ce n'est pas seulement pour rendre hommage à Ruth First mais aussi et surtout parce que les textes que nous présentons sont toujours d'actualité qu'a été entreprise la publication en italien d'une partie importante de ses écrits sur l'apartheid et le capitalisme sud-africain » écrit François Rigaux dans sa Préface. Ruth First, universitaire née en Namibie, engagée très tôt dans la lutte antiraciste fut assassinée à Maputo, très vraisemblablement sur ordre de Pretoria, en 1982, alors qu'elle était directeur scientifique du Centre d'études africaines de l'Université *Eduardo Mondlane*. « Ruth, rappelle Anna Maria Gentili qui travaillait auprès d'elle à Maputo, n'était pas une organisatrice de la lutte armée mais une intellectuelle, une femme impliquée depuis toujours dans la lutte politique mais dont les armes étaient la recherche, l'enseignement, l'écriture ». Elle fut, à ce titre, l'un des plus brillants africanistes des années 60-70 et nous a laissé des travaux décisifs sur la Libye, les régimes militaires et, bien entendu, l'Afrique du Sud. C'est de ce pays, le sien, que traitent les textes ici rassemblés avec intelligence : de l'or noir que représente le mineur africain ; des relations entre l'Afrique du Sud et le capital étranger notamment, pages pénétrantes où la passion nourrit la rigueur scientifique [D.M.].

MOORE (Henrietta L.) — Space, Sex and Gender. An Anthropological Study of the Marakwet of Kenya. — Cambridge, Cambridge University Press, 1986. XIV, 213 p., Bibliogr., Index.

A partir d'une monographie des Marakwet — un sous-groupe de l'ensemble Kalenjin, qui, à lui seul, illustre bien le processus de formation des ethnies sur lequel insistent actuellement les anthropologues — l'auteur développe une problématique de la culture proche de la sémiotique, en se réclamant explicitement de théoriciens comme A. Giddens et P. Bourdieu. Grâce à cette démarche, elle propose des analyses subtiles et convaincantes de la maisonnée (*household*) et des relations entre sexes. L'ouvrage vaut autant pour ses conclusions empiriques que pour ses préoccupations méthodologiques, très proches de celles qu'a abritées notre revue, en termes de « modes populaires d'action politique » et « d'énonciation » [J.-F. B.].

BROWN (Ellen P.) — Nourrir les gens, nourrir les haines. — Paris, Société d'ethnographie, 1983, 264 p. Bibliogr. (Études et documents tchadiens).

Cette monographie, sérieuse et remarquablement éditée, des Nar du Sud-Tchad privilégie l'étude de la parenté, des rapports hommes-femmes, de l'idéologie agnatique et du choix du lieu de résidence. Les politistes s'attarderont aux deux premiers chapitres qui analysent d'une manière documentée et nuancée les rôles d'autorité au sein de la société villageoise [J.-F. B.].

CHRÉTIEN (Jean-Pierre), JEWSIEWICKI (Bogumil) éd. — Ambiguïtés de l'innovation, sociétés rurales et technologies en Afrique centrale et occidentale au XX^e siècle. — Québec, Éd. SAFI, 1984, 357 p.

Cette publication collective et internationale a pour premier mérite de

voir émerger de nouveaux talents de jeunes chercheurs, historiens ou non, africains. Elle a aussi pour mérite d'avoir un intitulé qui correspond exactement à l'objet étudié, proposant une lecture de l'envers de la société coloniale qui permet d'expliquer quelques mutations sensibles actuellement. A s'en tenir aux seuls critères de l'expertise technique, certaines sociétés n'auraient que subi passivement la colonisation alors que leurs systèmes culturels ou productifs se sont adaptés selon des modalités qui échappaient au regard trop pressé de l'europpéen. Les monographies illustrent particulièrement la capacité des groupes à mettre en place de véritables stratégies de la transition répondant tant au besoin de sécurité sur le long terme qu'aux exigences du système colonial. B. Jewsiwicki a raison de plaider, en conclusion, pour « une économie politique de l'innovation technologique » (p. 303) dont nous avons maintenant besoin pour expliquer les mutations ayant affecté les régimes agraires et fonciers locaux. De tels travaux ne présentent en effet pas seulement un intérêt rétrospectif car la grille de lecture, appliquée au contemporain, pourrait permettre une autre approche du développement et des réformes agrofoncieres. Un seul regret : les trop nombreuses coquilles de cette édition « économique » [E. L.R.].

MÜNKNER (Hans-H.) éd. — **Entwicklungsrelevante Fragen der Agrarverfassung und des Bodenrechts in Afrika südlich der Sahara.** — Marburg/Lahn, Institut für Kooperation in Entwicklungsländern, 1984, 338 pages. (Studien und Berichte n° 17).

L'importance de la coopération africaine de la République fédérale d'Allemagne n'est pas toujours appréciée, faute de disposer parfois des publications les plus significatives. Cet ouvrage nous permet de faire connaissance avec l'Institut pour la coopération avec les pays en développement de Marburg, à l'occasion d'un séminaire consacré aux problématiques agro-

foncières en Afrique au sud du Sahara. L'approche juridique est dominée par l'œuvre du professeur Rudiger Schoot et par le droit comparé, mais d'autres contributions témoignent d'une ouverture vers les théories du dualisme, de la transition, etc., dans une perspective pluridisciplinaire. On soulignera le gros effort de recension bibliographique et de présentation des démarches comparables, spécialement en France, grâce à l'apport d'Hagen Henry dont une bibliographie de 153 pages clôt l'ouvrage. On ne pourra bientôt plus se passer de traductions en français des résultats de cette nouvelle génération de chercheurs [E. L.R.].

IZARD (Michel) — **Le Yatenga pré-colonial, un ancien royaume du Burkina.** — Paris, Karthala, 1985, 164 p. (Hommes et sociétés).

Poursuivant, en « morceaux choisis », la publication de sa remarquable thèse d'État, M. Izard fait d'abord œuvre d'historien en présentant les vies — souvent mouvementées — de la quarantaine de souverains moose qui se sont succédé sur le « trône » du Yatenga en dix générations. Il y aura plus compétent que moi pour apprécier les chronologies proposées ou les reconstitutions ; je ne ferai ici que regretter l'absence d'une note méthodique complétant la présentation des généalogies (pp. 13-16) et présentant dans quelles conditions les informations ont été réunies et sur quelles bases portent les calculs de l'extension des fondations de villages ou de quartiers qui clôturent les principaux chapitres.

Sur le plan de l'analyse politique, l'auteur, échappant aux risques de l'approche biographique, prend le lecteur sous le charme d'une « anthropologie participante » qui nous amène au cœur du politique. La démarche reste parfois conjecturale mais on découvre, au fil des pages, des réflexions passionnantes sur les relations internationales dans la boucle du Niger ou une présentation subtile des règles de dévolu-

tion successorales des commandements royaux ou villageois. Enfin, je soulignerai l'intérêt des analyses sur la notion de frontière, sur les stratégies d'utilisation des commandements territoriaux dans la constitution de l'espace politique (pp. 58-59) et, en outre, la mise en évidence du principe de ce que j'appellerai la « focalisation » du pouvoir territorial dans les pratiques politiques.

Je regrette pourtant que la lecture d'un texte si dense et nécessairement répétitif n'ait pas été accompagnée de cartes plus nombreuses et plus détaillées et que le lexique n'ait pas été suivi d'un index des termes moose et des concepts : l'un et l'autre auraient permis d'utiles recoupements d'informations [E. L.R.].

O'DEYE (Michèle) — Les associations dans les villes africaines, Dakar-Brazzaville. — Paris, L'Harmattan, 1985, 125 p. (Villes et entreprises).

Sur ce thème déjà ancien, mais toujours renouvelé par les transformations qui affectent les villes africaines, l'auteur jette un regard simple, parfois même simpliste à propos des religions (pp. 28-35) mais dépoussiéré des poncifs pseudo-scientifiques. Les spécialistes n'apprendront donc pas grand-chose ; il est vrai que ce n'est pas à eux qu'est destiné cet ouvrage, mais plutôt aux habitants des villes à qui il peut donner des idées associatives [E. L.R.].

LIKULIA BOLONGO — Droit pénal spécial zaïrois. — Paris, L.G.D.J. Tome 1, 2^e édition, 1985, 600 pages.

La première découverte qu'apporte cet ouvrage est qu'on peut être général et docteur en Droit, et même fin pénaliste si on en croit les préfaces de deux éminents universitaires français. Le deuxième apport réside dans le travail de compilation des sources jurisprudentielles et doctrinales au regard du code pénal introduit par le colonisateur belge en 1886 et modifié en 1940. Dans le contexte particulier des

incriminations et de leur répression, divers textes sont ensuite intervenus pour compléter l'œuvre coloniale, mais il est fort difficile d'y repérer une marque spécifiquement « zaïroise » ou « authentique ». On est d'ailleurs saisi par le vertige quand on songe aux conditions dans lesquelles peuvent être appliquées de telles dispositions en dehors de quelques juridictions des grands centres urbains. Sans mésestimer de telles difficultés, l'auteur suppose qu'elles peuvent être résolues par l'enseignement, ce qui est préjuger bien arbitrairement que tous les justiciables se retrouvent dans ce droit criminel spécial. Par ailleurs, le coût de l'ouvrage ne peut que restreindre sa diffusion. En saluant le monument juridique on ne peut que regretter qu'il perpétue un idéalisme qu'il faudra bien, un jour, remettre en question [E. L.R.].

MAGASSOUBA (Moriba) — L'islam au Sénégal, demain les mollahs ? — Paris, Karthala, 1985, 216 p. (Les Afriques).

Journaliste et chercheur, l'auteur paraît avoir eu pour principal objectif de casser un tabou et de mettre sur la place publique la montée en puissance des structures confrériques musulmanes. L'ouvrage n'apporte donc guère d'informations nouvelles pour les spécialistes mais contribue à renforcer le courant laïc qui s'efforce de garder le Sénégal en dehors du « virus intégriste ». Cet ouvrage pour grand public a parfaitement rempli sa fonction au Sénégal et on attend maintenant de l'auteur son étude sur « Les communautés rurales » [E. L.R.].

FREUND (Bill) — The Making of Contemporary Africa. The Development of African Society since 1800. — Bloomington, Indiana University Press, 1984, XV, 357 p. Bibliogr. Index.

L'auteur nous offre certainement l'une des meilleures synthèses introduc-

tives sur la formation des sociétés africaines contemporaines qui soient actuellement disponibles. Écrit dans la perspective d'une interprétation matérialiste de l'histoire, cet ouvrage se démarque néanmoins avec fermeté des analyses « dépendantistes » qui ont longtemps dominé « l'africanisme de gauche ». Il va sans dire qu'il n'est pas plus tendre pour l'historiographie nationaliste ou impérialiste. En outre, des chapitres spécifiques, particulièrement riches, traitent de l'ensemble sud-africain. Si l'on ajoute que la bibliographie, commentée et intégrant des travaux écrits dans une langue autre que l'anglais, comporte plus d'une trentaine de pages, l'on saisira l'importance indéniable de la contribution de Bill Freund [J.-F. B.].

SAIVRE (Denyse de) sous la direction de. — **Il y a cent ans... la Conférence de Berlin (1884-1885)**. — Abidjan, Nouvelles éditions africaines, 1985, 135 p.

La commémoration du centième anniversaire de la conférence de Berlin a été l'occasion de nombreuses réunions scientifiques et de plusieurs publications. Cet ouvrage réalisé sous la direction de D. de Saivre, qui dirigea pendant treize ans la revue *Recherche, pédagogie et culture* qui vient d'être brutalement supprimée, s'inscrit dans ce cadre.

Indépendamment du compte rendu des conférences tenues en RDA, en RFA, à Brazzaville et à Kinshasa, l'ouvrage fait une large place à des articles d'historiens et de politologues tels que L. Chambard, J. Stengers, G. de Courcel, J. Derou, J. Flint, S.-P. M'Brat Ekanza, A. Guimares, B. Leprince, M. Ngalasso. En annexe, sont produites les principales déclarations de la conférence de 1885.

Après trois portraits politiques de Bismarck, de Léopold II et de J. Ferry, qui permettent de mesurer les différentes ambiances nationales à la veille de ce tournant de la colonisation, J. Flint présente une analyse substantielle : « De l'empire informel au régime colo-

nial en Afrique britannique » tandis que sont évoquées les opinions et politiques des États-Unis, du Portugal et de la presse en France.

L'après Berlin fait l'objet d'une remarquable contribution de M. Ngalasso qui évoque les problèmes culturels de l'Afrique en insistant sur les phénomènes de déstructuration, de restructuration et de résistance dynamique. A travers eux, l'histoire coloniale africaine se présente comme une crise et parfois un drame, mais aussi comme un défi stimulant vers la construction d'une nouvelle identité et d'un autre humanisme bien représentés par « l'aventure ambiguë » de Cheik Hamidou Kane.

Sous une forme concise et claire, cet ouvrage met à la disposition du public une information à la fois sérieuse et accessible [B.H.].

CROEVAERT (Luc) — **Premières Afriques. Histoire et découvertes d'un continent**. — Bruxelles, Hatier, 1985, 328 p., illustr., cartes, bibliogr., index.

Comblent le grand vide de l'histoire de l'Afrique, qui va de l'époque néolithique au seuil des grandes explorations de Livingstone et de Stanley, est l'objectif ambitieux de cet ouvrage. Mais l'auteur ramène cette longue trame peu ou pas connue à l'histoire des différentes explorations et occupations (romaine, arabe, portugaise, espagnole, hollandaise, anglaise, française, etc.) et à des conflits d'intérêts résultant du commerce de l'or, des épices et de l'inévitable bois d'ébène. Comment écrire cette longue histoire en si peu de pages (328 au total), desquelles il faudra encore soustraire plus d'un tiers consacré aux illustrations, cartes, à l'index et à la bibliographie ? L'intérêt de cet ouvrage, par ailleurs de grande rigueur scientifique, réside dans l'importante somme bibliographique souvent inédite qui ponctue les dix chapitres. Même si l'auteur restitue certains faits de civilisation à l'Afrique, ce qui n'est pas une nouveauté, il nous apprend peu sur l'histoire des

« premières Afriques », qui reste à écrire. A moins que n'en tienne lieu l'*Histoire générale de l'Afrique*, éditée en 1980 sous l'égide de l'Unesco [C.-M. T.].

DE BOECK (Guy) — **Langues et démocratie en Afrique noire.** — Bruxelles, Éditions Dialogue des Peuples, 1984, 122 p.

A travers l'analyse de trois politiques linguistiques « exemplaires » (Tanzanie, Sénégal et Zaïre) reflétant trois modèles de colonisation, l'auteur tente une étude des rapports entre la pratique langagière et l'exercice du pouvoir dans les États d'Afrique noire. Il montre que si l'extrême complexité des situations linguistiques ne rend pas simple la réalisation de l'unité nationale dans ces pays jeunes et fragiles, la perpétuation de l'exclusivité des langues étrangères dans les secteurs essentiels de la vie publique (éducation, administration, etc.) contribue à la non-transparence de l'État et entrave gravement la vie démocratique. Il en conclut que le prétendu babélisme linguistique n'est qu'un prétexte facile souvent utilisé pour maintenir la mainmise étrangère sur le continent ; que l'opacité linguistique, créée en retour, n'est qu'une forme subtile d'occultation et de mystification gérée comme un instrument de la prise du pouvoir et de sa conservation.

Un livre intéressant, écrit dans un style simple et direct, volontiers polémique, et qui soulève avec pertinence quelques-uns des vrais problèmes linguistiques propres aux États africains [N.M.M.].

LENSELAER (Alphonse). — **Dictionnaire swahili-français.** — Paris, Karthala, 1983, 646 p.

L'auteur, bien connu des spécialistes, a déjà produit, sous le pseudonyme de Taabu Sabiti, un *Cours de swahili* (Bukavu, Libreza, 1975) et un recueil de *Proverbes et dictons en swahili et en kingwana* (Lubumbashi, Saint-Paul, 1978). Le dictionnaire qu'il pro-

pose aujourd'hui est l'aboutissement d'une trentaine d'années de pratique du swahili (ou kiswahili) et de recherche ininterrompue sur cette langue. Partiellement adapté du *Standard Swahili-English Dictionary* de Frederick Johnson (publié à Londres en 1939) qui a connu un immense succès, ce dictionnaire, le premier qui soit rédigé en français suivant la graphie standard, a une visée essentiellement pratique : il se veut un instrument de travail aussi simple et complet que possible destiné d'abord aux usagers de la zone francophone, notamment ceux du Zaïre où justement le swahili est l'une des quatre « langues nationales ». Ceci explique la part importante, dans le présent dictionnaire, du vocabulaire issu du kingwana, dialecte occidental que l'auteur connaît bien. L'option de regrouper les mots autour des racines avérées ou supposées présente certainement un avantage : celui de rendre transparentes les affinités entre les unités appartenant aux mêmes familles ; elle a un inconvénient : elle rend plus laborieuse la recherche des dérivés. On trouve au début de l'ouvrage des pages brèves mais éclairantes sur l'origine et le développement du swahili depuis le X^e siècle.

Le *Dictionnaire swahili-français* du Père Lenselaer est un instrument de travail désormais indispensable à tous ceux qui s'intéressent à l'étude ou à l'apprentissage de la plus importante des langues parlées en Afrique noire [N.M.M.].

ZELL (H.), BUNDY (C.) (sous la direction de) — **The African Book World and Press/Répertoire du livre et de la presse en Afrique** (Troisième édition). — Oxford, Zell ; Munich, New York, Londres, Paris, Saur, 1983, 285 p.

TAUBERT (S.) et WEIDHAAS (P.) (sous la direction de) — **The Book Trade of the World.** — Vol. IV : Africa, Munich, New York, Londres, Paris, Saur, 1984, 391 p.

Ce répertoire constitue la troisième édition d'un ouvrage devenu indispen-

sable. Pour 51 pays (y compris l'île de la Réunion) il nous donne les adresses précises de tous les professionnels de l'imprimé : éditeurs, imprimeurs, libraires, bibliothécaires, mais aussi associations professionnelles et sociétés littéraires. La première édition parue en 1977 comprenait près de 2 400 entrées ; la seconde, en 1981, un peu plus de 4 000 et aujourd'hui nous en sommes à plus de 4 600.

La lecture de ce répertoire doit être complétée de celle de la revue trimestrielle *African Book Publishing Record*, qui en constitue une mise à jour permanente, et surtout de celle du volume IV de la somme de S. Taubert et P. Weidhaas sur le livre dans le monde. Une étude très complète de Hans Zell sur le livre en Afrique, accompagnée d'une importante bibliographie, introduit cet ouvrage, qui pour chaque pays africain nous donne un état synthétique de la situation dans les différents secteurs de l'industrie du livre. On s'étonnera cependant de voir les Comores, la Guinée équatoriale, et ..., Sainte-Hélène figurer dans l'ouvrage de Taubert — très succinctement, il est vrai — et ne pas se trouver dans le *Répertoire*. Avis pour la quatrième édition [A.R.].

UGBOAJAH (Frank-Okwu), (sous la direction de) — **Mass Communica-**

tion, Culture and Society in West Africa. — Oxford, Zell ; Munich, New York, Londres, Paris, Saur, 1985, 329 p.

Voici enfin un ouvrage intéressant sur la communication de masse en Afrique de l'ouest. Il s'agit d'une série d'études fort bien choisies, rassemblées autour d'une définition assez large de la discipline qui s'enseigne dans les instituts de communication de masse. Que se passe-t-il quand les sociétés et les cultures de l'Afrique de l'ouest rencontrent la presse, la radio et la télévision ? L'éditeur est animé du souci de situer ces media dans leur contexte social et linguistique et l'on appréciera, par exemple, l'étude sur les journaux parlés en langues nigérianes, de E. Simpson. Chaque diffusion est en fait une traduction à partir de l'anglais, qui est le texte de référence. Est-ce bien ainsi qu'il faut réserver une place aux langues africaines dans les media ? Les 26 articles rassemblés dans cet ouvrage sont tous l'œuvre de spécialistes reconnus. Le seul reproche que l'on peut adresser à ce recueil est de venir bien tard : la plupart des références nous ramènent au milieu des années soixante-dix. A quand une sérieuse mise à jour ? [A.R.].